



Séance ordinaire du jeudi 1 juin 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le premier juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Sébastien COTE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mathilde BORNE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Alenka DOULAIN, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Sophiane MANSOURIA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Joëlle URBANI

Environnement - Concession pour le service public du réseau de distribution publique de gaz - Approbation - Autorisation de signature

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Le Code de l'énergie, et notamment son article L. 111-53 prévoit que Gaz Réseau Distribution France (GRDF), société gestionnaire des réseaux publics de distribution de gaz naturel, issue de la séparation entre les activités de gestion du réseau public de distribution et les activités de production ou de fourniture, exercées par la société Engie, en application de l'article L. 111-57 du même code, assure la gestion des réseaux publics de distribution de gaz dans sa zone de desserte exclusive.

Le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2224-31 prévoit que GRDF exerce ses missions dans sa zone de desserte exclusive dans le cadre d'un contrat de concession.

Le Code de la commande publique, et notamment ses articles L. 3213-1 et L. 3214-1 instaurent des règles spécifiques applicables aux contrats de concession conclus avec un opérateur économique lorsqu'il bénéficie, en vertu d'une disposition légalement prise, d'un droit exclusif.

I. Rappels sur le service de distribution publique de gaz naturel

La distribution de gaz naturel est en situation de monopole régulé en France. La Commission de Régulation de l'Energie (CRE) fixe les règles et les tarifs d'accès au réseau de distribution de gaz. Gaz GRDF est le principal gestionnaire de réseau de distribution de gaz desservant 96 % du territoire français. Il dispose, conformément à l'article L. 111-53 du Code de l'énergie, d'un droit exclusif pour assurer cette mission dans sa zone de desserte exclusive et l'exerce dans le cadre d'un contrat de concession, en vertu des dispositions de l'article L. 2224-31 du Code général des collectivités territoriales. GRDF, dont les missions sont décrites à l'article L. 432-8 du Code de l'énergie, a pour objet principal l'exploitation et le développement du réseau public de distribution de gaz naturel qui achemine le gaz des réseaux de transport vers les consommateurs finaux.

Le territoire de Montpellier Métropole Méditerranée est desservi par le concessionnaire GRDF. Il existe actuellement 24 contrats de concession entre GRDF et la Métropole. Seule la Commune de Montaud ne possède pas de réseau de distribution publique de gaz. Aussi, 7 des 31 communes avaient délégué au Syndicat Hérault Energies (SHE) leur pouvoir d'autorité concédante.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, la Métropole exerce les compétences de distribution publique d'énergie au niveau local. Pour l'exercice de cette mission, elle est qualifiée « *d'Autorité Organisatrice des réseaux publics de Distribution d'Energie* ». Ainsi, la compétence de distribution publique de gaz a été transférée par les 23 communes vers la Métropole qui est devenue propriétaire de ces réseaux. Le contrat regroupant les 7 communes avait également été transféré de SHE à la Métropole. Il existe donc actuellement 24 contrats de concession entre GRDF et la Métropole dont les dates d'échéances s'échelonnent de 2023 à 2044.

II. Objectifs poursuivis par la Métropole

Les principaux enjeux en lien avec la distribution publique de gaz du territoire, sont les suivants :

- Poursuivre et développer les actions en lien avec la sécurité ;
- Améliorer la qualité de la distribution et du service ;
- Adapter les ouvrages à la transition énergétique (développement du biogaz, de la mobilité Gaz Naturel Véhicule) ;
- Contribuer à la lutte contre la précarité énergétique ;
- Préserver les droits de l'autorité concédante et augmenter la connaissance du patrimoine ;
- Poursuivre l'amélioration de la coordination des travaux et la sécurité des chantiers ;
- Prévoir les investissements permettant de maintenir, voire améliorer, les performances du réseau.

Compte tenu de l'échéance des contrats sur les communes de Clapiers, Fabrègues, Lattes, Montferrier-sur-lez, Montpellier, Saussan et Vendargues au 30 juin 2023, la Métropole a réalisé des négociations avec GRDF afin d'aboutir à un nouveau contrat de concession. Celles-ci ont pris appui sur l'accord-cadre signé en juin 2022 entre France Urbaine, la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) et GRDF. Leurs échanges ont abouti à un modèle national de contrat de concession qui offre des possibilités de prise en compte des enjeux locaux en lien avec les ambitions des territoires en matière de transition écologique et de performance du service public concédé.

Afin de leur faire bénéficier des avancées issues des négociations, le contrat de concession s'appliquera uniformément pour les 30 communes desservies en gaz dont la Métropole est l'autorité concédante. Cela implique la résiliation anticipée de l'ensemble des contrats en cours d'exécution à la date de signature de la nouvelle convention de concession.

III. Caractéristiques du futur contrat

L'une des principales évolutions de ce futur contrat est l'élaboration d'un schéma directeur des investissements (SDI). GRDF évalue l'ensemble des investissements nécessaires aux chantiers de raccordements et transition écologique, la modification d'ouvrages à la demande de tiers, l'adaptation et modernisation des ouvrages ainsi que les comptages et postes de livraison à près de 46,2 M€ sur la durée du contrat. Le SDI est assorti d'engagements du concessionnaire sur des programmes spécifiques soumis à pénalités à hauteur de 4,45 M€. Cela comprend la résorption totale des réseaux en fonte ductile ainsi que la rénovation de conduites d'immeubles et conduites montantes. En complément, sont mis sous observation le renouvellement des régulateurs alimentant les bâtiments d'habitation ainsi que la mise en place de dispositifs de coupure automatique.

Il est également instauré un plan d'actions en faveur de la transition écologique avec un engagement de GRDF dont la valorisation financière indicative est de 502 k€ sur la période 2023-2027. Une attention particulière a été portée à la lutte contre la précarité énergétique avec la mise en place d'une médiation préalable aux coupures d'alimentation en gaz, la sensibilisation à domicile des foyers à revenus modestes à la sécurité de leurs installations intérieures ou encore l'accompagnement à l'utilisation du suivi en ligne des consommations d'énergie. Le plan contribue également à la suppression du chauffage au fioul, au développement de la production locale de gaz renouvelable, à l'accompagnement à la mobilité gaz renouvelable, à la réalisation de projet d'expérimentation ou encore d'actions relevant de la responsabilité sociale et environnementale de GRDF.

Le contrat comprend aussi la mise en place d'indicateurs de qualité de service et de sécurité. De plus, des indicateurs de performances, soumis à pénalités, sont créés tels que le temps moyen de coupure des clients ou le taux de respect des délais catalogue.

Afin d'exercer son rôle de contrôle, la Métropole aura à sa disposition des données transmises par GRDF en sus du modèle national, notamment en lien avec la périodicité des maintenances réglementaires ou la certification des comptes. Le concessionnaire transmettra aussi la cartographie moyenne échelle permettant de suivre l'évolution du patrimoine de la Métropole. Pour contribuer à l'amélioration de la cartographie, GRDF s'est engagé à contribuer à hauteur de 20 k€/an durant cinq ans à l'établissement des fonds de plans du Plans de Corps de Rue Simplifiés (PCRS).

Par ailleurs, la redevance de contrôle perçue par la Métropole sera réévaluée passant de 221 à 282 k€ par an.

Enfin, la durée du contrat de concession est de 20 ans. La convention de concession prévoit l'opportunité d'adapter le contrat par avenant dans les circonstances suivantes :

- a) De manière systématique, tous les cinq ans ;
- b) En cas de bouleversement des conditions technico-économiques de nature à rompre l'équilibre économique du traité de concession ;
- c) En cas de modification significative des conditions techniques d'exploitation ;
- d) En cas de modification du modèle de cahier des charges national ;
- e) En cas de modification du cadre législatif ou réglementaire impactant de manière substantielle la distribution publique de gaz ;
- f) En cas de nécessité de révision des indicateurs et des objectifs de performance mentionnés à l'article 44 du cahier des charges ;
- g) En cas de modification du périmètre de la Concession.

En synthèse, le contrat de concession entre l'autorité concédante et le gestionnaire du réseau de distribution est composé des pièces suivantes :

- Convention de concession pour le service public de la distribution de gaz ;
- Cahier des charges de concession pour la distribution publique de gaz ;
- Annexe A, Schéma Directeur des Investissements ;
- Annexe B, Programmes Pluriannuels d'Investissements ;
- Annexe C, Programmes Annuels d'Investissements ;
- Annexe D, Diagnostic partagé de la concession ;
- Annexe 1, Modalités et dispositions locales ;
- Annexe 2, Plan d'actions pour la transition écologique du territoire (2023-2027) ;
- Annexe 3, Eléments du compte-rendu d'activité de la concession (CRAC) ;
- Annexe 4, Indicateurs de qualité de service et de sécurité ;
- Annexe 5, Données mises à disposition de l'autorité concédante ;
- Annexe 6, Mesure de la performance du concessionnaire ;
- Annexe 6bis, Apportant des précisions méthodologiques relatives à l'indicateur de performance « Patrimoine » ;
- Annexe 7, Règles de calcul du taux de rentabilité des extensions de réseau ;
- Annexe 8, Tarifs d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz et le facteur de facturation ;
- Annexe 9, Catalogue des prestations ;
- Annexe 10, Conditions de distribution ;
- Annexe 11, Prescriptions techniques du concessionnaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de concession, du cahier des charges de concession, des annexes A, B, C, D et des annexes 1 à 11 ;
- D'acter la poursuite de la contribution de la Métropole, en tant qu'adhérente à France Urbaine, aux travaux conduits sur le modèle de contrat de concession via le comité national de suivi ;
- D'autoriser la résiliation anticipée des contrats de Baillargues, Beaulieu, Castelnau le lez, Castries, Cournonsec, Cournonterral, Le Crès, Grabels, Jacou, Juvignac, Lavérune, Murviels les Montpellier, Pérols, Pignan, Prades le lez, Restinclières, Saint Brès, Saint Drézéry, Saint Geniès des Mourgues, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas, Sussargues et Villeneuve-lès-Maguelone ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention de concession ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Julien MIRO.

Fait à Montpellier, le 14/06/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 juin 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230601-231655-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- ConventionConcession_DistributionGaz
- CahierCharges_DistributionGaz
- CC-AnnexeA-SDI.pdf
- CC-AnnexeB-PPI.pdf
- CC-AnnexeC-PA.pdf
- CC-AnnexeD-Diagnostic.pdf
- CC-Annexe1-AdaptationLocale.pdf
- CC-Annexe2-TE.pdf
- CC-Annexe3-CRAC.pdf
- CC-Annexe4-IndSurveillance.pdf
- CC-Annexe5-Donnees.pdf
- CC-Annexe6-IndPerformance.pdf
- CC-Annexe7-Rentabilité.pdf
- CC-Annexe8-TarifUtilisation.pdf
- CC-Annexe9-CataloguePrestations.pdf
- CC-Annexe10-ConditionsDistri.pdf
- CC-Annexe11-PrescriptionsTech.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.